



Appel d'Offre pour Consultant Individuel

Date: 23 mai 2012

Pays	: République Démocratique du Congo - RDC
Intitulé de la mission	: Economiste pour l'Elaboration du Profil Economique des Provinces de la RDC (Bas-Congo, Kasai-Oriental, Equateur et Ville Province de Kinshasa)
Unité / Projet	: Unité des Politiques et des Stratégies (UPS)
Durée de la mission (if applicable)	: 3 (trois) mois

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et propositions financières) dûment signée à l'adresse e-mail ic.soumission.cd@undp.org avec mention de la référence du dossier **IC-UPS/094/2012**.

N'hésitez pas à écrire à l'adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire.

1. Contexte

Entre 2003 et 2008, le PIB congolais a progressé en moyenne de 6,4% chaque année. Cette performance s'explique par la mise en œuvre de réformes structurelles, l'amélioration de la situation sécuritaire et les cours élevés de nombreuses matières premières exportées par la RDC. La croissance congolaise doit s'accélérer pour atteindre l'objectif de 7% requis pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement mais aussi pour matérialiser le fabuleux potentiel de croissance à deux chiffres du pays. Elle doit aussi devenir plus riche en emplois pour faire face aux défis démographiques du 21ème siècle (la tranche des 15-24 ans comptera près de 30 millions de personnes en 2050).

Pour ce faire, il est impérieux de continuer la mise en œuvre de réformes à même d'accompagner la dynamique entrepreneuriale (réformes de l'environnement des affaires). Au niveau local, l'accélération de la croissance nécessite la réalisation d'initiatives à même de favoriser la croissance dans les onze provinces et de susciter un rééquilibrage entre « la triade »

(Kinshasa, le Katanga et le Bas-Congo) qui concentre l'essentiel des investissements et les autres provinces aux potentialités économiques non négligeables.

En plus de la question de la gouvernance économique à l'échelon provincial, l'identification et la promotion de filières régionales s'avèrent, par ailleurs, indispensables à la création d'une croissance riche en emplois. Si les mines et l'agriculture constituent les piliers traditionnellement mis en avant du développement des provinces congolaises, l'histoire révèle que certaines régions ont pu créer des spécialités fortes dans des domaines aussi variés que les services autour du transport, le tourisme, les constructions mécaniques, l'automobile ou les industries de transformation. Des spécialités à même de générer durablement un important volume de création d'emplois.

L'après-élection devant consacrée aux régions et à la matérialisation de leurs potentialités économiques, il est plus que nécessaire de réaliser un exercice de prospective à même d'offrir aux acteurs économiques congolais et internationaux un panorama exhaustif des opportunités de développement et de structuration du secteur privé dans les provinces congolaises.

Et ce notamment, par la réalisation d'un document présentant ces réalités - potentialités de manière claire et opérationnelle. Les provinces pourront d'autant plus s'approprier ce document qu'il représentera pour elles un état des lieux de leur structuration économique actuelle et potentielle mais aussi un outil de promotion économique auprès de leurs partenaires.

Justification

La question de la gouvernance à l'échelon provincial et local se situe au cœur du processus de la décentralisation. Elle appelle une série d'interrogations sur la gouvernance économique à l'échelon provincial et plus largement sur les perspectives de développement économique des provinces congolaises. Au-delà des exercices de planification menés dans des enceintes restreintes (ministère du Plan, Banque Centrale, bailleurs de fonds, Fédération des entreprises du Congo), il n'existe pas de publications actualisées donnant une lecture claire et opérationnelle des réalités et perspectives sectorielles des différentes provinces mais aussi des règles de compétences et de subsidiarités en matière économique. Or, la diffusion de cette information est essentielle pour de nombreux investisseurs locaux et internationaux. C'est dans ce cadre que l'Unité des Politiques et des Stratégies du PNUD recrute **un consultant Economiste** pour préparer le document intitulé « **PROFIL ECONOMIQUE DES PROVINCES DE LA RDC (Bas-Congo, Equateur, Kasai-Oriental, Ville province de Kinshasa)** ». ».

Objectifs

Cette étude poursuivra les objectifs suivants :

1. Un objectif promotionnel : au-delà des spécialités et centres économiques connus internationalement (Kinshasa, Katanga, façade maritime, mines), ce travail aura pour

mission d'afficher le potentiel économique d'autres centres régionaux, de souligner des perspectives nouvelles et d'attirer des investisseurs nationaux et internationaux ;

2. Un objectif opérationnel : l'étude se doit d'être un document opérationnel, utilisable par toute personne morale et physique désireuse d'investir dans une ou plusieurs provinces congolaises. Raison pour laquelle elle devra intégrer les dernières données mais aussi l'état des infrastructures;
3. Un objectif de prospective : nous entendons faire de cette publication un document de référence à même d'illustrer les perspectives de développement économique des provinces congolaises et mettre en avant les grandes spécialisations régionales passées, actuelles ou futures;
4. Un objectif statistique : l'information de qualité constitue une des clés de la décision d'investissement, raison pour laquelle nous aimerions présenter, à l'échelon local, les dernières réalités socio-économiques, proposer des données quantitatives et qualitatives mises à jour et donner la parole aux acteurs des secteurs privé et public impliqués dans le développement économique;
5. Un objectif institutionnel : au-delà de la simple présentation des potentialités régionales, il s'agira de réfléchir au processus de décentralisation économique en cours en apportant des éléments de réflexion sur la structuration de grands pôles d'activités interprovinciales et la mise en place de mécanismes de coopération à l'échelon local.

2. Résultats attendus

Le consultant Economiste travaillera sous la direction technique de l'Unité Politiques et Stratégies du PNUD. Il/Elle coordonnera une équipe des consultants composée d'un expert du secteur privé et d'un infographiste.

Il devra avoir une forte compétence économique pour suivre la réalisation technique de l'ouvrage et en assurer la coordination avec les nombreuses institutions portant le projet et les partenaires techniques (Ministères, Gouvernorats, Secteur Privé). Plus spécifiquement, le Consultant Economiste aura comme mission :

1. Préparer la note d'orientation pour la production du Profil Economique ;
2. Développer une stratégie de travail pour réaliser une recherche quantitative et qualitative pour alimenter le Profil Economique ;
3. Assurer la réalisation technique du Profil Economique ;
4. Coordonner les activités en liaison avec toutes les parties prenantes du projet ;
5. Conduire l'analyse et l'évaluation de la situation et résumer le rapport.

Les Résultats attendus sont les suivants :

Par rapport au fond du document:

- Examiner l'ensemble de la vie économique des provinces congolaises (tendances économiques, les provinces dans l'économie congolaise et la décentralisation économique et ses interrogations) ;

- Produire un panorama province par province des réalités et perspectives d'avenir (analyse des principales tendances sociales, économiques et démographiques de la province, les grandes filières provinciales, répertoire des institutions économiques locales) ;

Par rapport à la forme du document:

- Présenter pour chaque province sous forme de carte les grands terroirs agricoles et leurs spécialités ;
- Relier la situation actuelle des infrastructures avec les projets en cours sur une carte ;
- Essayer de comparer sous forme d'infographie la production constatée au cours des six dernières décennies avec l'existant et le potentiel ;
- Mettre en exergue sur une carte les anciennes spécialisations et hauts lieux d'activités économiques ;
- Matérialiser le potentiel de chaque région dans les différentes ressources sous forme d'infographie.

3. Qualifications

- Maîtrise en Sciences Economiques, Statistiques, Gestion des ressources naturelles ou Economie de développement. Un doctorat serait un atout;
- Avoir au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine d'analyse économique quantitative et qualitative ou dans l'économie de développement pour la définition des politiques de développement économique et social ; aussi avoir une expérience dans le développement, gestion et coordination de projets. La connaissance des économies post-conflits est un atout;
- Connaissance des logiciels de traitement de texte et tableur ;
- Bonne connaissance et utilisation des théories de l'analyse économique et sociale et de l'histoire du développement économique et sociale de la RDC.
- La langue du travail est le français. La connaissance des langues nationales est un atout supplémentaire.

Aptitudes personnelles

- Travailler en équipe et dans un environnement multiculturel ;
- Capacité à travailler sous pression;
- Aptitude à tenir des délais contraignants;
- Autonomie, sens de l'initiative et de l'anticipation
- Esprit d'analyse et de rigueur scientifique;
- Excellente élocution et très grande capacité rédactionnelle.

4. Documents constitutifs de l'Offre

Pour démontrer leurs qualifications, les soumissionnaires devront soumettre une offre comprendra les documents suivants :

<u>Document</u>	<u>Description</u>	<u>Forme</u>
Méthodologie de travail	Une description expliquant : • en quoi vous êtes le meilleur candidat pour la mission ; • la démarche ou approche, les outils ainsi que les tâches que vous comptez mettre en œuvre pour réaliser la mission.	Pas de formulaire spécifique
Curriculum Vitae/P11	Remplir le formulaire de P11 en annexe en y incluant surtout votre expérience des missions similaires et indiquant au moins 3 (trois) personnes de référence.	Formulaire P11 (SC& IC) - (Cliquer sur « P11(SC&IC) » pour télécharger le document)
Diplômes	Envoyer une(les) copies du (des) diplômes	
Tableau des coûts	Remplir le tableau	Annexe « Tableau des coûts ». (Cliquer sur « Tableau des coûts » pour télécharger le document)

5. La proposition financière

Le soumissionnaire fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (en y incluant les éléments qui le composent à savoir les frais de voyage, les indemnités journalières/perdiems et le nombre de jours de prestation).

Il devra préciser les modalités de paiement sur base de produits précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs). Par exemple, il indiquera si le paiement sera effectué par **tranches** (au fur et à mesure de la présentation des résultats) ou **en une seule fois** à l'achèvement total du contrat.

Les paiements seront effectués sur la base d'outputs ou résultats, au terme de l'exécution des services, tels que spécifiés dans les TDR.

Frais de Transport:

Le soumissionnaire est tenu d'inclure dans sa proposition tous les frais aux voyages liés à la mission, y compris les voyages de ralliement au poste/rapatriement (voyages pour rejoindre ou quitter le pays ou la ville de la mission).

En le général, le PNUD n'acceptera pas des frais de voyage excédant ceux d'un billet de classe économique. Si l'IC veut voyager sur une classe plus haute il/elle devrait faire ainsi l'utilisation de leurs propres ressources.

Dans le cas, de voyage imprévisible, le paiement de frais de déplacement incluant des billets, logeant et des dépenses terminales devrait être convenu, entre l'unité opérationnelle respective et le Consultant Individuel, avant le voyage et sera remboursé.

6. Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

Le marché sera attribué au Soumissionnaire ayant présenté **le meilleur score combiné (rapport qualité/prix)**.

Les propositions techniques

Elles sont évaluées sur des critères suivants en rapport avec les termes de référence:

Critères techniques		Points Max*.	Soumissionnaires		
			1	2	3
1	Education	15			
2	Expérience	25			
3	Méthodologie de Travail	45			
4	Aptitudes personnelles + Langues	15			
Total		100			

*La notation se fait comme suit :

Note	Description	Echelle des points
Excellent	Démontre une parfaite maîtrise de la compétence	100 %
Très bien	Démontre une compétence à un niveau très avancé	90 %
Bien	Démontre une compétence à un niveau avancé	80 %
Assez bien	Démontre une compétence à un niveau de débutant	70 %
Mauvais	Démontre une compétence à un niveau basic	60 %
Pas soumission	Information non acceptable ou pas fournie	0 %

70 % est le minimum des points requis pour retenir une proposition technique.

N.B. :

Les soumissionnaires sont tenus de se renseigner sur les [Conditions Générales des Contrats Individuels](#). (Cliquer sur « [Conditions Générales des Contrats Individuels](#) » pour télécharger le document)

ANNEXES

Annexe 1- Termes de Référence

Annexe 2- Conditions générales des Contrats Individuels

Annexe 3 – Tableau des Coûts

Annexe 4 – P11 (SC & IC)